

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 15 septembre 2022
(Convocation du 08 septembre 2022)

Aujourd'hui, le 15 septembre 2022 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	4
• Voix	4
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	4	
• Voix	4	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Convention entre l'Institution Adour, le conseil départemental des Landes et le syndicat Adour Midouze relative à la renaturation du Gioulé sur le site des saligues de l'Adour à Cazères-sur-l'Adour

Exposé des motifs :

Le syndicat Adour Midouze a réalisé une étude pour connaître le fonctionnement des cours d'eau sur son bassin versant. Un état des lieux suivi d'une concertation sur les enjeux du territoire ont permis d'identifier des secteurs prioritaires nécessitant une restauration. L'objectif du syndicat a été de définir des actions qui préservent les enjeux du territoire mais aussi qui améliorent les cours d'eau. La restauration correspond à plusieurs niveaux d'intervention. Elle peut se traduire soit par des actions simples comme la gestion de la végétation, le retrait d'embâcles (amas de branchages), le retrait de décharge sauvage soit par des actions plus complexes comme l'amélioration et la diversification des écoulements, le démontage d'ouvrages ou la restauration de zones favorables aux poissons.

L'Institution Adour est, quant à elle, propriétaire d'un site de près de 220ha situé sur les communes de Bordères-et-Lamensans, Cazères-sur-l'Adour et Renung, le site des saligues de l'Adour. Par convention n°DE-ENS-2018-161, en date du 3 août 2018, elle en a confié la gestion écologique au Département. Du fait de cette convention, le site intègre le réseau de sites « Nature 40 » du Département.

Afin de permettre la réalisation des travaux de renaturation du Gioulé, affluent rive droite de l'Adour, l'Institution Adour s'engage à autoriser l'accès et l'intervention du syndicat Adour Midouze sur les parcelles D0299, D0300, D0717 et D0809 situées sur la commune de Cazères-sur-l'Adour. L'autorisation est consentie pour la durée nécessaire à la réalisation des travaux actuellement estimée à 2 mois.

Vu la convention n°DE-ENS-2018-161 en date du 3 août 2018 par laquelle l'Institution Adour confie la gestion écologique du site des saligues de l'Adour sis sur les communes de Bordères-et-Lamensans, Cazères-sur-l'Adour et Renung, au Département,
Considérant que l'Institution Adour est propriétaire du site des saligues de l'Adour,
Considérant la demande d'intervention du syndicat Adour Midouze portant sur des parcelles situées sur le site des saligues de l'Adour,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le syndicat Adour Midouze à accéder aux parcelles D0299, D0300, D0717 et D0809 situées sur la commune de Cazères-sur-l'Adour pour la conduite des travaux de renaturation du Gioulé et le suivi qui en découlera,
- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre le syndicat Adour Midouze, le Département des Landes et l'Institution Adour pour la conduite des travaux de renaturation du Gioulé sur le site des saligues de l'Adour,
- d'autoriser le président à signer cette convention et à prendre toutes décisions relatives à son exécution.

Article 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 15 septembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

Convention pour la renaturation du Gioulé inscrite dans le Programme Pluriannuel de Gestion 2020-2027

Entre les parties ci-après désignées et soussignées :

L'**Institution Adour**, domiciliée au 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan représentée par son Président, **Monsieur Paul CARRERE** autorisé à signer la présente convention par délibération n°2022_B_56 en date du 15 septembre 2022.

Ci-après dénommée « **l'Institution Adour** », d'une part,

Le **Département des Landes**, domicilié au 24 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan est représentée par son Président, **Monsieur Xavier FORTINON** autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXXX en date du XXXX.

Ci-après dénommé « **le Département** », d'autre part,

Et,

Le **Syndicat Adour Midouze**, domicilié au 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan est représentée par son Président, **Monsieur Christian DUCOS** autorisé à signer la présente convention par délibération n°2022_20 en date du 17 janvier 2022.

Ci-après dénommé « **le Syndicat** », d'autre part,

Vu la délibération n°2022_B_56 en date du 15 septembre 2022 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XXXX en date du XXXX du Département approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°2022_20 en date du 17 janvier 2022, du Syndicat autorisant son président à signer la présente convention,

Vu la convention n°DE-ENS-2018-161 en date du 3 août 2018 par laquelle l'Institution Adour confie la gestion écologique du site des saligues de l'Adour sis sur les communes de Bordères-et-Lamensans, Cazères-sur-l'Adour et Renung, au Département,

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°40-2018-00243 en date du 16 mars 2020, portant autorisation environnementale au titre de l'article L181-1 et suivants du code de l'environnement et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel de gestion du bassin versant de l'Adour et affluents conduit par le syndicat Adour Midouze,

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°40-2022-00160 en date du 21 juillet 2022, portant transfert et prorogation de l'arrêté n°40-2018-00243 de déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement et autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement, concernant le programme pluriannuel de gestion du bassin versant de l'Adour et affluents conduit par le syndicat Adour Midouze,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Preamble

Le Syndicat Adour Midouze a réalisé une étude pour connaître le fonctionnement des cours d'eau sur son bassin versant. Un état des lieux suivi d'une concertation sur les enjeux du territoire ont permis d'identifier des secteurs prioritaires nécessitant une restauration. L'objectif du Syndicat a été de définir des actions qui préservent les enjeux du territoire mais aussi qui améliorent les cours d'eau. La restauration correspond à plusieurs niveaux d'intervention. Elle peut se traduire soit par des actions simples comme la gestion de la végétation, le retrait d'embâcles (amas de branchages), le retrait de décharge sauvage soit par des actions plus complexes comme l'amélioration et la diversification des écoulements, le démontage d'ouvrages ou la restauration de zones favorables aux poissons.

L'Institution Adour est quant à elle propriétaire d'un site de près de 220 ha situé en partie sur la commune de Cazères-sur-l'Adour. Par convention n° DE-ENS-2018-161, en date du 3 août 2018, elle en a confié la gestion écologique au Département.

Du fait de cette convention, le site intègre le réseau de sites « Natura 40 » du Département.

Article 2. Object of the convention

La présente convention porte sur des travaux de diversification des écoulements du Gioulé, affluent rive droite de l'Adour.

Article 3. Parcelles concernées

Les parcelles propriétés de l'Institution Adour concernées par l'emprise sont les suivantes :

- Commune : Cazères-sur-l'Adour
- Section cadastrale : D
- Numéros de parcelle : 0299, 0300, 0717, 0809



Article 4. Engagement des parties

En tant que propriétaire, l'Institution Adour s'engage à :

- Autoriser l'accès à ses parcelles au Syndicat,
- Autoriser l'intervention du Syndicat sur ses parcelles tant pour la réalisation des travaux que pour les suivis qui en découleront,

En tant que gestionnaire du site, le Département s'engage à :

- Participer au suivi d'évaluation du projet de travaux au travers des actions du plan de gestion et de l'accompagnement départemental auprès des syndicats de rivière,

En tant qu'opérateur à l'initiative de l'action, le Syndicat s'engage à :

- Obtenir les autorisations nécessaires pour la réalisation des travaux,
- Réaliser les travaux objets de la convention,
- Assurer le suivi de l'opération et l'évolution du cours d'eau sur la partie concernée par l'opération,
- Assurer le suivi et l'évolution des aménagements,
- Assurer le financement de l'opération objet de la convention.

Tous les problèmes de responsabilité sont régis par les règles de droit commun.

Article 5. Nature de l'intervention

État des lieux :

Sur ce tronçon, le cours d'eau a subi des travaux de recalibrage et de rectification importants ce qui a entraîné des écoulements homogènes et des habitats peu diversifiés. Il est donc prévu de dynamiser l'écoulement du cours d'eau en intégrant différents types d'aménagements :

- Création de banquettes
- Pose d'épis/défecteurs

La description des interventions est jointe en annexe de la convention.

Article 6. Participation financière

Le coût des travaux est à la charge du Syndicat et fait l'objet d'un plan de financement intégrant les participations de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, du Département des Landes, de la Région Nouvelle Aquitaine et du Syndicat.

Article 7. Durée de la convention

La durée de l'autorisation consentie dure le temps nécessaire à la réalisation des travaux que l'on peut estimer à 2 mois maximum.

Article 8. Modification des clauses

Les parties peuvent convenir d'une modification des termes et dispositions pratiques de la présente convention par avenant signé par l'ensemble des parties.

Article 9. Résiliation de la convention

Si les travaux ne sont pas réalisés dans les 2 ans après la signature de cette convention, elle deviendra alors caduque et sera résiliée de plein droit sans qu'il ne soit nécessaire de remplir aucune formalité judiciaire.

Article 10. Litiges

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un accord à l'amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait en 3 exemplaires, à Mont-de-Marsan,

Le .../.../...

Pour l'Institution Adour,
Le Président,
Paul CARRERE

Le .../.../...

Pour le Département,
Le Président,
Xavier FORTINON

Le .../.../...

Pour le Syndicat,
Le Président,
Christian DUCOS

Annexe

Principe d'intervention :

Création de banquettes minérales ou végétales :

- Disposer dans le lit des blocs et les positionner entre eux pour former une banquette
- Réaliser un tressage selon des techniques de génie végétal autour de la banquette afin d'éviter les érosions
- Remplir la banquette de matériaux terreux, niveler et tasser
- La largeur de la banquette doit être de 0,5 à 0,8 fois la largeur mouillée
- La longueur doit être de 4 à 5 fois la largeur de pleins bords
- Les banquettes doivent être alternées afin de créer des zones de méandres (diversification des écoulements) et espacées de 4 à 5 fois la largeur de pleins bords. Les banquettes peuvent être végétalisées afin de maintenir les sols et s'insérer plus facilement dans le paysage urbain.
- Disposer une couche de terre végétale et ensemercer ou placer une géo-natte coco pré-végétalisée afin de favoriser le maintien des berges.



Création d'une banquette végétalisée (source : Entreprise Chognot)



Photo de banquettes végétalisées alternées (source : Syndicat intercommunal du Bassin versant de la Béthune)

Pose de déflecteurs :

- Récupérer des blocs dans une carrière
- Placer les blocs dans le lit mineur à proximité des berges de façon à concentrer l'écoulement.

Pose d'épis en blocs :

- Mettre en place des épis plongeants afin de maximiser les effets sur les courants hydrauliques
- Bien ancrer dans le sol les têtes des épis (partie la plus sollicitée)
- Protéger les épis en berge afin d'éviter des érosions durant les crues
- La longueur de l'épi ne doit pas dépasser 2/3 de la largeur du lit mineur
- La longueur de l'épi est variable selon l'effet voulu (vitesses d'écoulements)
- Espacer les épis de 1 à 2,5 fois leur longueur

Pose d'épis en fascine :

- Enfoncer des pieux sur au moins 1,50 mètre dans le substrat et les faire dépasser de 30 à 50 cm au-dessus du niveau d'eau
- Espacer les pieux d'environ 1 mètre et imbriquer le pied de l'épis dans la berge
- Disposer des résineux transversalement au courant entre les épis
- Attacher les végétaux à un câble tendu entre les pieux afin de favoriser le compactage et la mise en tension des végétaux
- Espacer les épis de 1 à 2,5 fois leur longueur. Les épis peuvent aussi être réalisés avec des rondins de bois maintenus par des pieux, ou en caissons de rondins remplis de cailloux. Les différentes techniques peuvent également être combinées.



Photo d'épis en fascine (source : personnelle)



Schéma de principe de la pose d'épi avec fascine